

'Reporters Sans Frontières' s'inquiète du manque de liberté sur Internet

Le rapport de Reporters Sans Frontières, baptisé « **Les ennemis de l'Internet** », taille dans le vif. Il cible les abus de certains gouvernements ou Etats peu scrupuleux de la liberté d'informer et ou de la liberté de la presse sur le Net. « *Internet c'est la liberté. Mais pas partout* », explique le compte-rendu. A l'index, **22 Etats sont accusés** de pratiquer une censure, plus ou moins intense, du Web. On retrouve des pays traditionnellement visés, à savoir l'**Arabie Saoudite**, la **Birmanie**, la **Chine**, la **Corée du Nord** et **Cuba**. Les mêmes sont pointés du doigt pour leur censure de la presse, sous toutes ses formes. Sur ce point, RSF accuse ces régimes d'avoir « *transformé leur réseau en intranet* ».

En dehors de ces Etats bien connus pour leurs méthodes, des **démocraties telles que l'Australie sont placés sous surveillance par l'organisation**. Le pays prévoit d'instaurer prochainement des mesures de filtrage du Web comparable à la riposte graduée (avertissements puis coupure de la connexion Internet).

En ce sens, le gouvernement de Canberra pourrait prochainement décider d'**obliger les internautes de disposer de deux connexions Internet**, une pour adultes, l'autre pour les enfants. De même, l'Australie a pris depuis 2001 des mesures de contrôle du Web comme par exemple d'**autoriser une agence indépendante à intercepter tout e-mail considéré comme suspect sans avoir recours à une autorisation judiciaire**.

Plus étonnant, la **Corée du Sud** est également citée dans le rapport. Ce pays parmi les plus « connectés » du monde pourrait bientôt **identifier par leur nom et leur numéro de sécurité sociale**

les internautes qui postent sur les forums des sites et des blogs. Une manière, selon le pouvoir, de contrôler les fausses informations qui circulent sur la Toile.

Un blogueur risque même **5 ans de prison et une amende de 50 millions** de wons (27.000 euros) pour avoir anticipé la faillite de la banque Lehman Brothers. Le rapport cible les critiques sur nos voisins mais il faut se rappeler que les risques existent même à l'intérieur de nos frontières.

Jugez plutôt le cas **Denis Robert**, qui après avoir enquêté sur des échanges de fonds douteux de banques telles que Clearstream, a été inquiété par la Justice française...